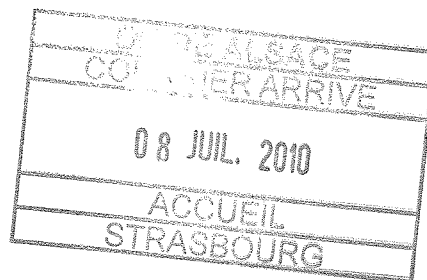


SCAN UT-67



PREFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
Bureau de l'environnement et des Procédures Publiques

Affaire suivie par Mme LAMBRECHT  
Tél. 03.88.21.62.72

Strasbourg, le 6 juillet 2010

## BORDEREAU D'ENVOI

LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN

à

M. le Directeur Régional de l'Environnement,  
de l'Aménagement du Territoire et du Logement  
(DREAL)

Unité Territoriale du Bas-Rhin

Analyse de l'affaire	Nombre de Pièces	Objet de Transmission
INSTALLATION SOUMISE A AUTORISATION AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES		
Commune de LA WANTZENAU		
Société LANXESS EMULSION RUBBER Copies de l'arrêté complémentaire du 2 juillet 2010	2	Transmis pour information

08 JUL. 2010 DREAL

SIGNALÉ									
DREAL	A.S.			M.G.					
	ECLA	TRAN	CEDD	SAGE	RT	MRN	UT67	UT68	SEC
Attribution							2		
Contribution									
Information									
Circulation									

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Administratif

Christiane LAMBRECHT

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES**  
*Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

du **02 JUIL. 2010**

**pris au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement,  
imposant la résorption des émissions fugitives de fluides frigorigènes à la  
société LANXESS EMULSION RUBBER à LA WANTZENAU**

**Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin**

- VU le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V, et en particulier son article R 512 -31
- VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2009 portant modification des prescriptions d'exploiter la société LANXESS EMULSION RUBBER,
- VU le courrier de la société LANXESS EMULSION RUBBER du 4 février 2010 présentant les mesures techniques destinées à résorber les fuites de fluides frigorigènes des installations et s'engageant à faire tout ce qui est techniquement réalisable sur cette installation,
- VU le rapport du 10 mai 2010 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en date du **02 JUIN 2010**

**CONSIDERANT** que les émissions de fluides frigorigène pour l'année 2009 ont été de 60 tonnes malgré les travaux de maintenance réalisés lors de l'arrêt technique des installations,

**CONSIDERANT** que ces mauvais résultats attestent des difficultés de l'exploitant à maîtriser ces pertes,

**CONSIDERANT** la récurrence de ces émissions fugitives non maîtrisées depuis l'année 2004,

**CONSIDERANT** que le pouvoir de réchauffement global du fluide frigorigène utilisé est égal à 1300 et que la réduction de ces émissions constitue un enjeu environnemental certain,

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer une échéance de résorption de ces émissions fugitives de fluide frigorigène,

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Champ d'application**

La société LANXESS EMULSION RUBBER ci-après désignée par : « l'exploitant », dont les installations se situent ZI du Ried BP7 – 67610 LA WANTZENAU est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

Les dispositions des actes administratifs antérieurs demeurent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions introduites par le présent arrêté.

### **Article 2 – Résorption des émissions fugitives de fluide frigorigène**

La société LANXESS EMULSION RUBBER est tenue de résorber les fuites de fluide frigorigène (HFC 134a) de l'installation de production de caoutchouc synthétique d'ici au 31 décembre 2010.

A cette date, l'exploitant présentera un rapport attestant de la résorption des fuites qui comportera notamment :

- l'historique des consommations et émissions de HFC 134a dans l'environnement,
- l'origine précise des différentes émissions de HFC 134a du site,
- les actions engagées en matière de réduction des émissions, leurs coûts, ainsi que les bénéfices obtenus,
- une comparaison technico-économique des technologies employées pour la réduction des émissions fugitives au regard des meilleures technologies disponibles.

### **Article 3 - Dispositions applicables en cas d'infractions ou d'inobservations du présent arrêté**

Les infractions ou l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

### **Article 4 - Mesures de publicité**

En vue de l'information des tiers, les mesures de publicité prévues à l'article R.512-39 du code de l'environnement, sont mises en œuvre.

### **Article 5 - Exécution - Ampliation**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- Le Sous-Préfet, secrétaire général chargé de l'arrondissement chef-lieu,
- Le maire de LA WANTZENAU,
- Le Commandant du Groupement de Gendarmerie,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)  
chargée de l'Inspection des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

LE PRÉFET  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Raphaël LE MÉHAUTÉ

#### **Délai et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES**  
*Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

du 02 JUIL. 2010

**pris au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement,  
imposant la résorption des émissions fugitives de fluides frigorigènes à la  
société LANXESS EMULSION RUBBER à LA WANTZENAU**

**Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin**

- VU le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V, et en particulier son article R 512 -31
- VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2009 portant modification des prescriptions d'exploiter la société LANXESS EMULSION RUBBER,
- VU le courrier de la société LANXESS EMULSION RUBBER du 4 février 2010 présentant les mesures techniques destinées à résorber les fuites de fluides frigorigènes des installations et s'engageant à faire tout ce qui est techniquement réalisable sur cette installation,
- VU le rapport du 10 mai 2010 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en date du 02 JUIN 2010

**CONSIDERANT** que les émissions de fluides frigorigène pour l'année 2009 ont été de 60 tonnes malgré les travaux de maintenance réalisés lors de l'arrêt technique des installations,

**CONSIDERANT** que ces mauvais résultats attestent des difficultés de l'exploitant à maîtriser ces pertes,

**CONSIDERANT** la récurrence de ces émissions fugitives non maîtrisées depuis l'année 2004,

**CONSIDERANT** que le pouvoir de réchauffement global du fluide frigorigène utilisé est égal à 1300 et que la réduction de ces émissions constitue un enjeu environnemental certain,

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer une échéance de résorption de ces émissions fugitives de fluide frigorigène,

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Champ d'application**

La société LANXESS EMULSION RUBBER ci-après désignée par : « l'exploitant », dont les installations se situent ZI du Ried BP7 – 67610 LA WANTZENAU est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

Les dispositions des actes administratifs antérieurs demeurent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions introduites par le présent arrêté.

### **Article 2 – Résorption des émissions fugitives de fluide frigorigène**

La société LANXESS EMULSION RUBBER est tenue de résorber les fuites de fluide frigorigène (HFC 134a) de l'installation de production de caoutchouc synthétique d'ici au 31 décembre 2010.

A cette date, l'exploitant présentera un rapport attestant de la résorption des fuites qui comportera notamment :

- l'historique des consommations et émissions de HFC 134a dans l'environnement,
- l'origine précise des différentes émissions de HFC 134a du site,
- les actions engagées en matière de réduction des émissions, leurs coûts, ainsi que les bénéfices obtenus,
- une comparaison technico-économique des technologies employées pour la réduction des émissions fugitives au regard des meilleures technologies disponibles.

### **Article 3 - Dispositions applicables en cas d'infractions ou d'inobservations du présent arrêté**

Les infractions ou l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

### **Article 4 - Mesures de publicité**

En vue de l'information des tiers, les mesures de publicité prévues à l'article R.512-39 du code de l'environnement, sont mises en œuvre.

### **Article 5 - Exécution - Ampliation**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- Le Sous-Préfet, secrétaire général chargé de l'arrondissement chef-lieu,
- Le maire de LA WANTZENAU,
- Le Commandant du Groupement de Gendarmerie,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)  
chargée de l'Inspection des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.



LE PRÉFET  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Raphaël LE MEHAUTÉ

#### **Délai et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).